

**Secteurs Potentiels
pour une Plus Grande Création
D'emplois dans la Région Moan
(Moyen-Orient et Afrique du
Nord) :
Le Cas de la Tunisie
et de l'Égypte**

Chahir Zaki

Documents de travail GSYE-003

**AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE**

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

Secteurs Potentiels pour une Plus Grande Création D'emplois dans la Région Moan (Moyen-Orient et Afrique du Nord) : Le Cas de la Tunisie et de l'Égypte

Par

Chahir Zaki

Faculté d'économie et de sciences politiques, Université du Caire

et

Forum de Recherche Économique

CREA Document de Travail GSYE-003
Consortium pour la Recherche Economique en Afrique, Nairobi
janvier 2023

CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
B.P. 62882 - City Square
Nairobi 00200, Kenya

© 2023, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

Table des matières

Liste des tableaux

Liste des figures

Liste des abréviations et acronymes

Résumé

Remerciements

1.	Introduction	1
2.	Pourquoi les économies égyptienne et tunisienne n'ont-elles pas réussi à générer des emplois ?	2
3.	Quels secteurs peuvent générer plus d'emplois ?	10
4.	Conclusion et perspectives d'avenir	17
	Références	19

Liste des tableaux

1. Les industries égyptiennes classées par multiplicateur d'emploi, et la statistique correspondante du multiplicateur de production et des effets sur l'emploi, 2016-2017. 11
2. Classification des secteurs et création d'emplois 13

Liste des figures

1.	Aperçu de la croissance et du développement	2
2.	Composition du produit intérieur brut (en % du total)	3
3.	Composition du produit intérieur brut (en % du total)	3
4.	Evolution du chômage	4
5.	Proportion de l'emploi informel dans l'emploi total par secteur (%)	4
6.	Indice du capital humain par personne	5
7.	Evolution de la part de la rémunération du travail dans le PIB	6
8.	Structure des exportations	7
9.	Exportations et valeur ajoutée du travail	7
10.	Qualité des institutions économiques	8
11.	Crédit domestique au secteur privé par les banques (en % du PIB)	8
12.	Importations de l'Egypte (par secteurs)	14
13.	Elasticités de l'emploi par secteur	15
14.	Décomposition de la croissance de la valeur ajoutée par habitant	15
15.	Décomposition de la variation de la productivité : Contribution annuelle à la croissance de la valeur ajoutée par habitant selon le secteur principal	16

Liste des abréviations et acronymes

COVID-19	la pandémie du Covid -19
FDI	Investissement Direct Étranger
PIB	Produit intérieur brut
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
RCA	Avantage compétitif révélé
RNE	Répertoire National des Entreprises Tunisiennes
WITS	Solution mondiale intégrée pour le commerce

Résumé

L'Égypte et la Tunisie partagent plusieurs caractéristiques similaires, étant donné qu'elles sont fortement dépendantes des services, qu'elles possèdent un secteur manufacturier relativement diversifié et qu'elles se sont relativement bien réussies au niveau macroéconomique. Pourtant, alors que leurs économies se sont développées grâce à des politiques de stabilisation, les résultats en matière d'emploi n'ont pas suivi cette croissance, ce que l'on appelle la croissance sans emploi. Ainsi, l'objectif de cette étude est double : premièrement, elle présente les problèmes structurels de l'Égypte et de la Tunisie liés à la croissance et à l'emploi et explique pourquoi la croissance a été sans emploi ; deuxièmement, elle analyse les secteurs qui peuvent générer plus d'emplois. Les principaux résultats montrent que le secteur manufacturier a un grand potentiel pour générer plus d'emplois. Cependant, des réformes profondes sont nécessaires pour rendre le secteur industriel plus compétitif. Il s'agit notamment d'améliorer les compétences des ouvriers, de renforcer la qualité des institutions (notamment économiques) et d'accroître les investissements directs étrangers dans le secteur manufacturier.

Remerciements

Je souhaite exprimer ma profonde reconnaissance au Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) pour tout le soutien qui a rendu possible la réalisation de cette recherche. Je suis également éternellement reconnaissant au Secrétariat INCLUDE pour son soutien technique et financier, ainsi que le Forum de recherche économique (ERF) et à l'institut du développement d'outre-mer (ODI) pour leur soutien intellectuel. J'aimerais également remercier les personnes ressources qui ont guidé l'ensemble du processus par des commentaires et suggestions approfondis qui ont façonné cette étude du début à la fin. Les conclusions et les opinions exprimées dans cette étude sont exclusivement celles de l'auteur. Elles ne représentent pas nécessairement les vues du CREA ou de toute autre organisation liée à ce projet. L'auteur est donc seul responsable du contenu et des erreurs de ce papier.

1. Introduction

Plusieurs économies émergentes ont connu des taux de croissance économique élevés et une légère diversification de la structure de leurs exportations. Pourtant, la compétitivité de leur secteur manufacturier est restée modeste et n'a pas été en mesure de générer suffisamment d'emplois. C'est le cas de l'Égypte et de la Tunisie (Assad et Marouani, 2021). En effet, la gestion macroéconomique s'est concentrée pendant des décennies sur la stabilité des prix, la maîtrise des déficits budgétaires, la réduction du rôle de l'État et la réalisation d'une croissance économique élevée (Haq et Zaki, 2015 et Zaki, 2020). Pourtant, une attention moindre a été accordée à la création d'emplois et à l'amélioration de la situation de l'emploi.

Les cas de l'Égypte et de la Tunisie sont intéressants pour plusieurs raisons. Premièrement, ils partagent plusieurs caractéristiques similaires, étant donné qu'ils sont fortement dépendants des services, qu'ils ont un secteur manufacturier relativement diversifié et qu'ils se sont relativement bien réveillés au niveau macroéconomique. Deuxièmement, alors que leur économie s'est développée grâce à des politiques de stabilisation, les résultats en matière d'emploi n'ont pas suivi cette croissance, ce que l'on appelle la croissance sans emploi (Caballero & Hammour, 1998). Troisièmement, ces deux pays ont conclu plusieurs accords commerciaux avec les pays européens, africains et arabes, mais la structure de leurs exportations n'a pas changé de manière significative au fil du temps.

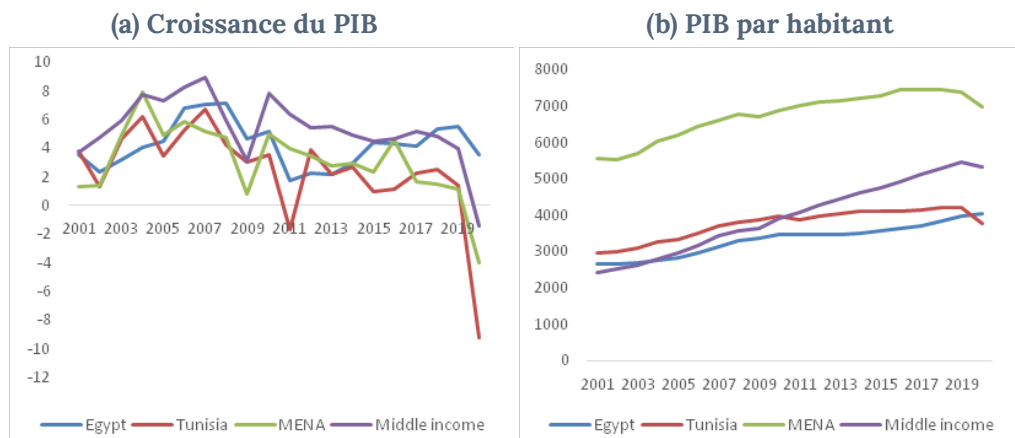
Dans ce contexte et compte tenu de la reconnaissance généralisée de la nécessité d'intégrer la gestion macroéconomique et les objectifs en matière d'emploi, l'objectif de cette étude est double. Premièrement, il présente les problèmes structurels de l'Égypte et de la Tunisie liés à la croissance et à l'emploi et explique pourquoi la croissance a été sans emploi. Deuxièmement, il tente d'analyser quels secteurs peuvent générer plus d'emplois. S'appuyant sur un modèle intrants/extrants pour le cas de l'Égypte (Ayouty, 2022) et un exercice de décomposition de la productivité pour le cas de la Tunisie (Amara et al., 2022), les principaux résultats montrent que le secteur manufacturier a un grand potentiel pour générer plus d'emplois. Pourtant, des réformes profondes pour rendre le secteur industriel plus compétitif sont nécessaires. Il s'agit notamment d'améliorer les compétences des salariés, de renforcer la qualité des institutions (notamment économiques) et d'accroître les investissements directs étrangers dans le secteur manufacturier.

Le reste de cette étude est organisé comme suit. La section 2 fournit quelques explications potentielles sur les raisons pour lesquelles les économies égyptienne et tunisienne n'ont pas réussi à générer suffisamment d'emplois. La section 3 explique les secteurs potentiels qui peuvent générer plus d'emplois, tandis que la section 4 tire la conclusion et fournit quelques recommandations politiques.

2. Pourquoi les économies égyptienne et tunisienne n'ont-elles pas réussi à créer des emplois ?

L'Égypte et la Tunisie ont mis en œuvre plusieurs programmes de réformes de stabilisation afin de réduire les déséquilibres macroéconomiques internes et externes. Cela a conduit à un taux de croissance moyen de 4,3 % et 3 % entre 2001 et 2019, avec un maximum de 7,2 % en 2008 et 6,7 % en 2007 en Égypte et en Tunisie, respectivement, comme le montre la figure 1a. Pourtant, malgré cela, le PIB par habitant est resté plutôt stable et inférieur à celui des pays à revenu intermédiaire et des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) (figure 1b). Ainsi, si la croissance économique s'est améliorée (mais est restée volatile en raison de certains facteurs externes tels que la crise financière de 2008 ou COVID-19 en 2020) ou internes (troubles politiques en 2011), le développement des pays est resté modeste.

Figure 1 : Aperçu de la croissance et du développement

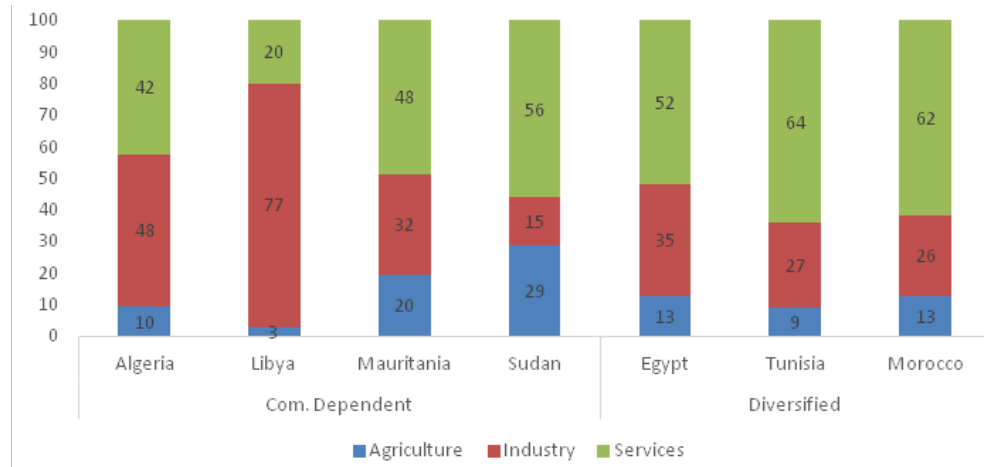


Source : élaboré par l'auteur à partir des indicateurs du développement mondial.

En ce qui concerne la structure du PIB des deux pays, la figure 2 montre qu'ils dépendent fortement des services (au niveau de l'offre) et de la consommation (au niveau de la demande), par rapport à d'autres pays d'Afrique du Nord qui sont dépendants des produits de base. Pourtant, si la croissance du PIB est principalement tirée par la consommation privée, d'autres composantes du PIB diffèrent entre les pays qui nous intéressent. En fait, la Tunisie a une part plus élevée d'exportations

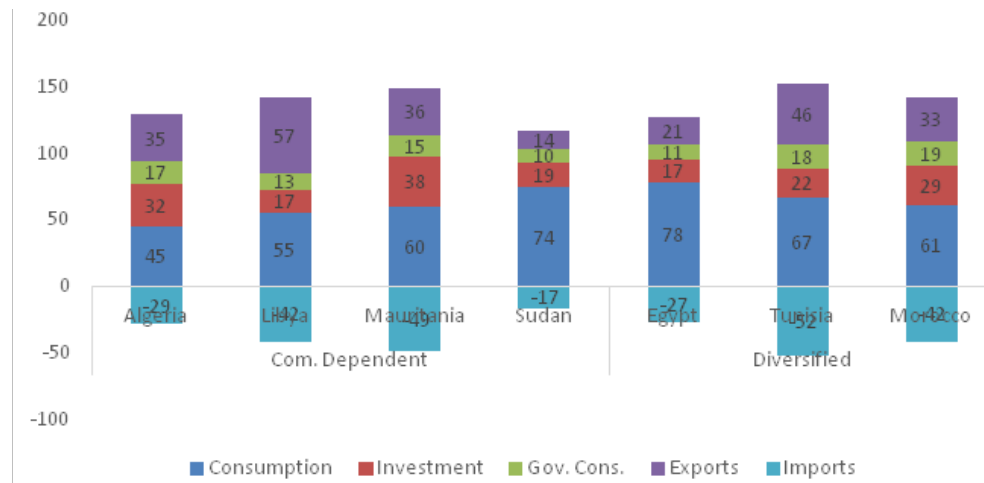
et d'importations dans le PIB (46% et 52%, respectivement) par rapport à l'Egypte, avec une part assez similaire d'investissements dans le PIB (17% en Egypte et 22% en Tunisie) comme le montre la Figure 3.

Figure 2 : Composition du produit intérieur brut - par secteur (% du total)



Note : Les chiffres sont calculés en moyenne sur la période 2001-2019.
 Source : Ensemble de données en ligne des indicateurs du développement mondial.

Figure 3 : Composition du produit intérieur brut - par composante de la demande (en % du total)

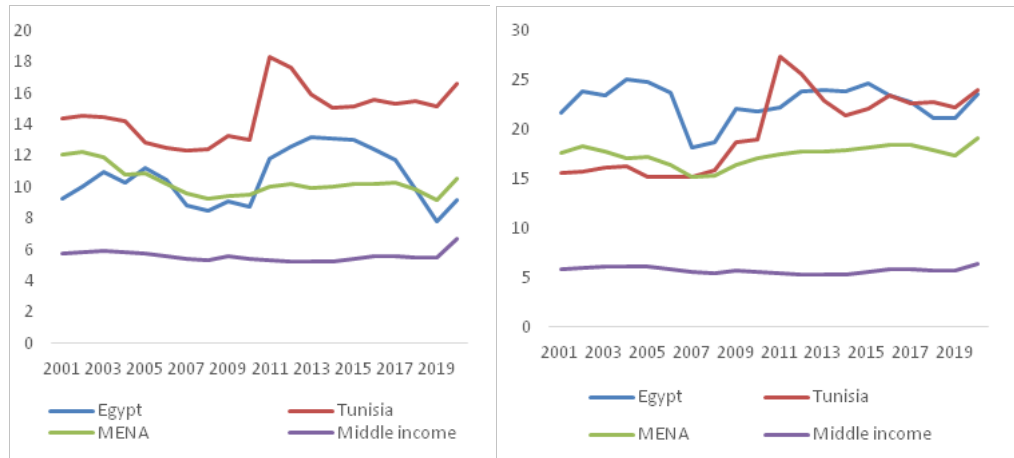


Note : Étant donné que les importations sont négatives, l'axe des Y dépasse 100%. Pourtant, la somme des différentes composantes du PIB est égale à 100%. Les chiffres sont calculés en moyenne sur la période 2001-2019.
 Source : Ensemble de données en ligne des indicateurs du développement mondial.

Comme il a été mentionné précédemment, malgré de bonnes performances au niveau macroéconomique, la situation de l'emploi ne s'est pas sensiblement améliorée au fil du temps et l'économie n'a pas réussi à générer suffisamment d'emplois. Ceci est confirmé par la figure 4 qui montre que le chômage est resté plus élevé que celui

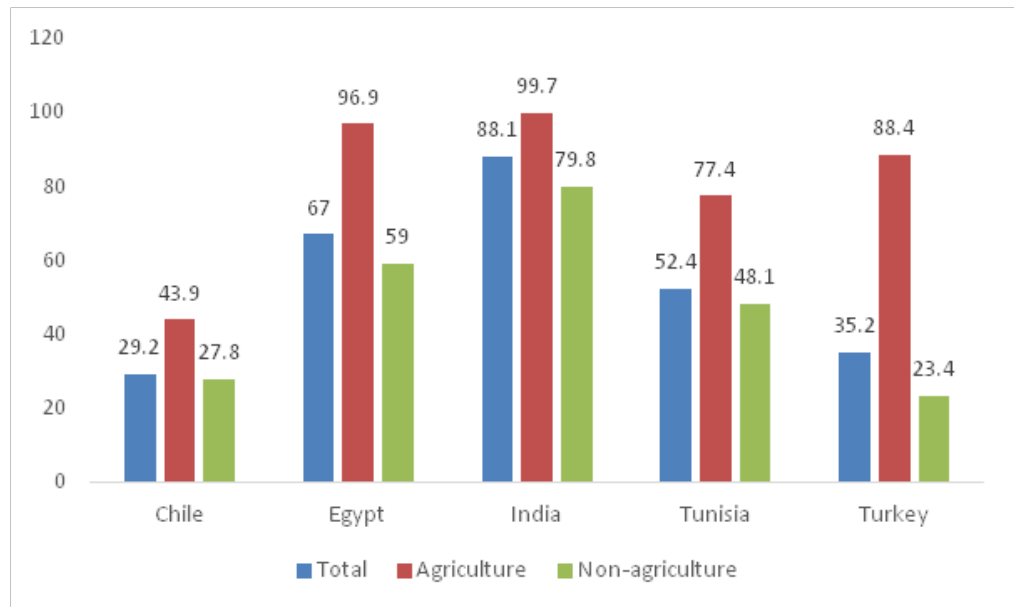
des pays de la région MOAN et des pays à revenu intermédiaire, en particulier pour les femmes. En outre, comme le montre la figure 5, la part de l'emploi informel dans l'emploi total est plus élevée en Égypte et en Tunisie (dans les secteurs agricole et non agricole), même par rapport à d'autres marchés émergents (à l'exception de l'Inde, où l'emploi informel est particulièrement élevé).

Figure 4 : Evolution du chômage
(a) Total (b) Femmes



Source : Calcul de l'auteur à partir des indicateurs du développement mondial.

Figure 5 : Proportion de l'emploi informel dans l'emploi total par secteur (%)

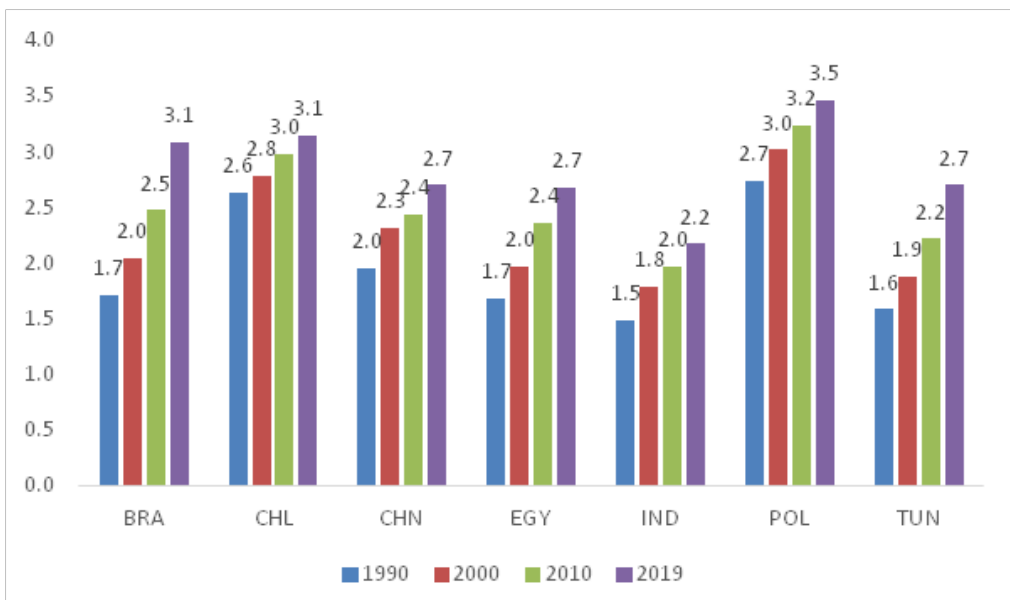


Note : Les chiffres sont calculés en moyenne sur la période 2010-2019.
Source : Calculs de l'auteur à partir des données du Bureau international du travail.

Afin d'examiner cette disjonction entre les performances macroéconomiques et les résultats du marché du travail, il est important d'examiner les caractéristiques structurelles des deux économies.

La première raison de cette disjonction tient à l'inadéquation des compétences entre le système éducatif et les besoins du marché du travail. Il existe un décalage important entre les compétences que les jeunes apportent avec eux lorsqu'ils quittent le système éducatif et celles qui sont recherchées sur les marchés du travail, malgré l'amélioration de leur capital humain. En effet, la figure 6 montre que l'indice du capital humain (calculé sur la base des années de scolarité et du rendement de l'éducation (d'après les Penn World Tables) a presque doublé en Égypte et en Tunisie, atteignant des niveaux similaires à ceux d'autres marchés émergents (comme le Brésil, la Chine et l'Inde). Pourtant, malgré cela, le marché du travail n'a pas connu une évolution similaire, ce qui souligne l'inadéquation entre l'éducation et le marché du travail en Égypte (ElHamidi, 2009) et en Tunisie (David & Nordman, 2014).

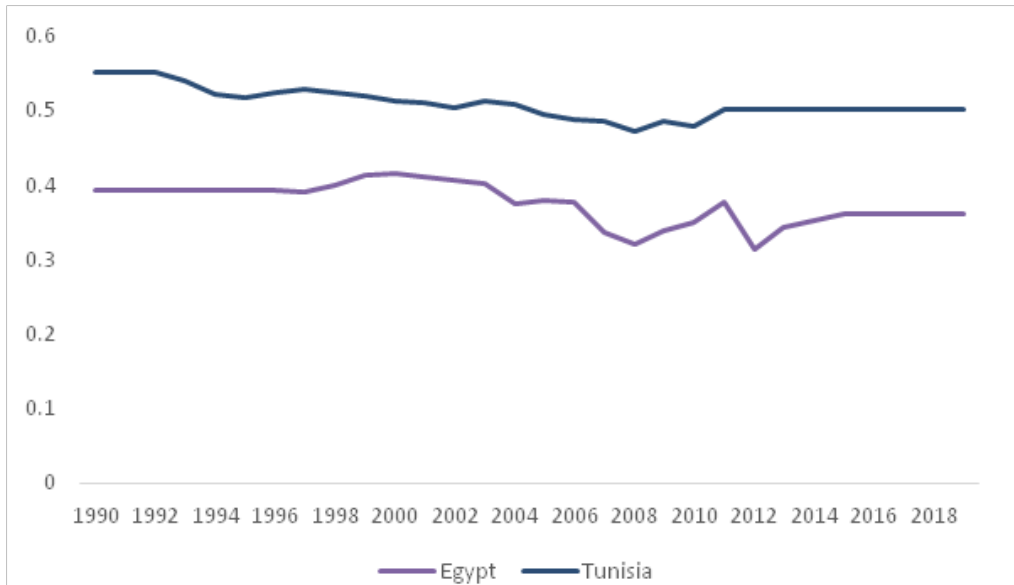
Figure 6 : Indice du capital humain par personne



Note : Basé sur les années de scolarité et les rendements de l'éducation.

Source : Calculs de l'auteur à partir des Penn World Tables.

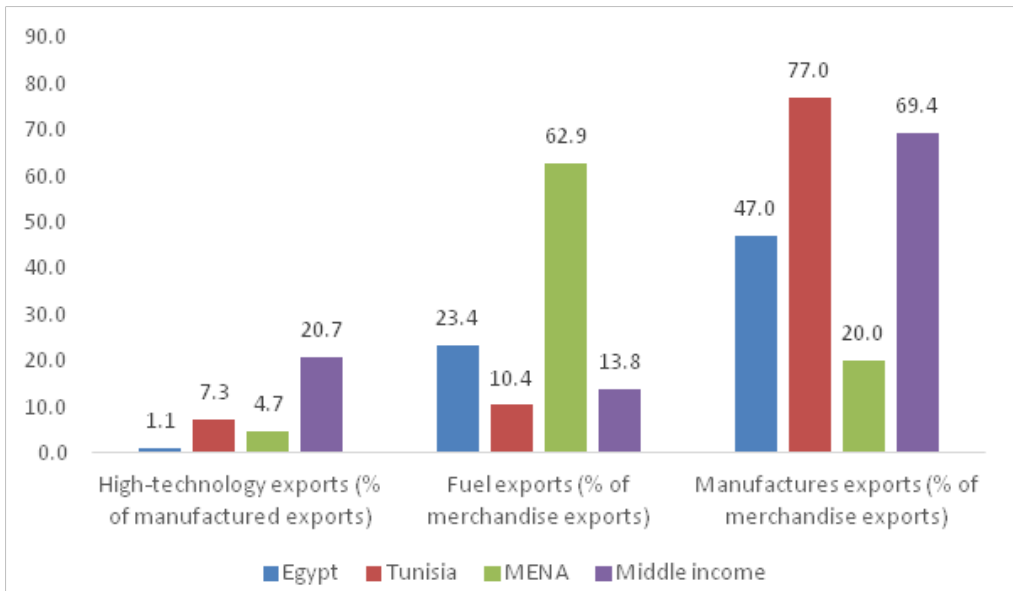
Deuxièmement, ces économies sont devenues plus capitalistiques avec une baisse de la part de la rémunération du travail dans le PIB, comme le montre la figure 7, notamment en Égypte où la part de la rémunération du travail est passée de 40% en 1990 à 36% en 2019. Une tendance similaire a été observée en Tunisie, étant donné que cette part a diminué de 55% à 50% sur la même période. Cela confirme le fait que ces deux économies sont devenues plus capitalistiques et n'ont pas réussi à générer suffisamment d'emplois.

Figure 7 : Evolution de la part de la rémunération du travail dans le PIB

Source : Calculs de l'auteur à partir des Penn World Tables.

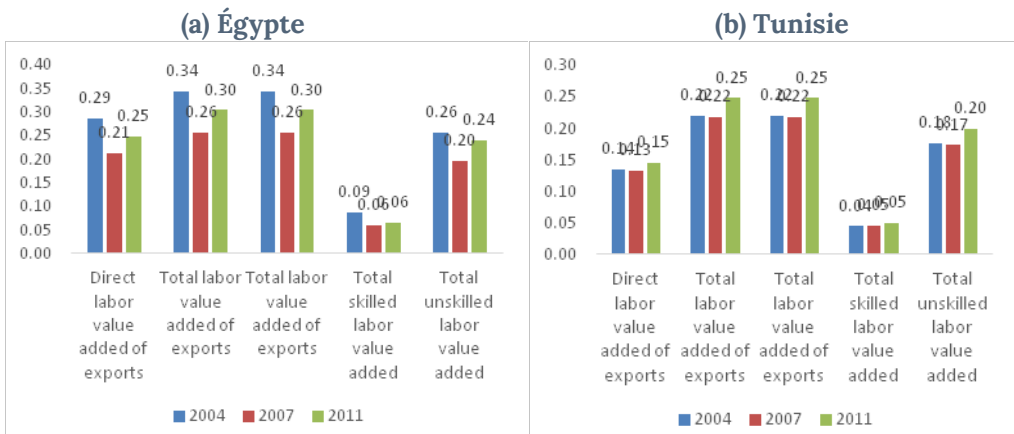
Troisièmement, l'une des raisons qui expliquent cette augmentation de l'intensité capitaliste est la spécialisation de ces pays dans les produits à forte intensité capitaliste. En effet, la figure 8 montre que 23,4% des exportations de marchandises de l'Égypte sont concentrées dans les combustibles à forte intensité de capital. De plus, les parts des exportations de produits manufacturés des deux pays sont, respectivement, de 47% et 77%, mais dans des secteurs principalement intensifs en capital tels que le textile en Tunisie et le textile et les produits chimiques en Égypte. Pourtant, si la part des exportations de haute technologie a augmenté en Tunisie, elle est restée modeste en Égypte (7,3 % et 1,1 % respectivement) et les deux pays affichent des performances inférieures à celles des pays à revenu intermédiaire (20,7 %). Cela a également conduit à une valeur ajoutée limitée de la main-d'œuvre dans les exportations, comme le montre la figure 9, elles ont diminué ou sont restées presque stables entre 2004 et 2011 (principalement la main-d'œuvre non qualifiée).

Figure 8 : Structure des exportations



Note : Les chiffres sont calculés en moyenne sur la période 2010-2020.
 Source : Calculs effectués par l'auteur à partir des indicateurs du développement mondial.

Figure 9 : Exportations et valeur ajoutée du travail

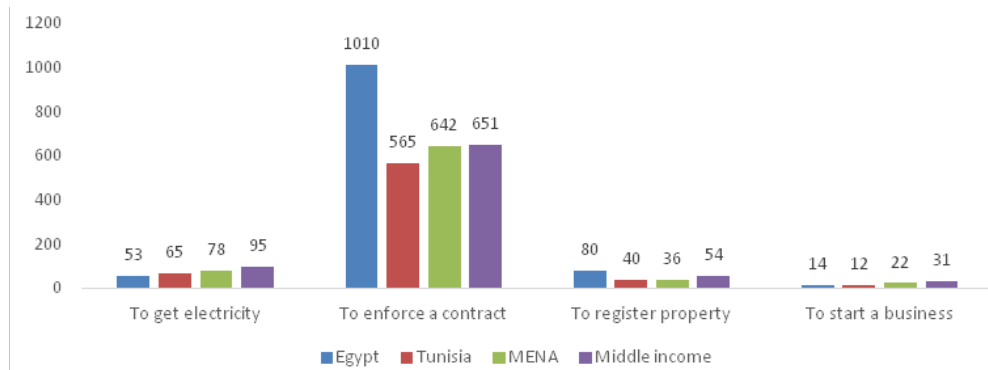


Notes : Les chiffres sont exprimés en part des biens et services dans les exportations totales.
 Source : Calculs de l'auteur à partir des données du WITS.

La quatrième raison de cette performance s'explique par la qualité des institutions économiques. La figure 10 montre que le délai d'exécution d'un contrat et celui de l'enregistrement d'une propriété sont beaucoup plus élevés en Égypte qu'en Tunisie. De plus, les marchés sont relativement concentrés dans les deux pays. Ainsi, avec de mauvaises institutions, Karam et Zaki (2019) affirment que des institutions déficientes augmentent la probabilité d'une spécialisation dans les produits traditionnels (pétrole

et autres produits) qui sont moins sensibles à l'exécution des contrats ou aux droits de propriété. Par conséquent, les exportations sont restées faibles, surtout par rapport à d'autres économies, et se sont principalement concentrées sur le même ensemble de produits traditionnels.

Figure 10 : Qualité des institutions économiques

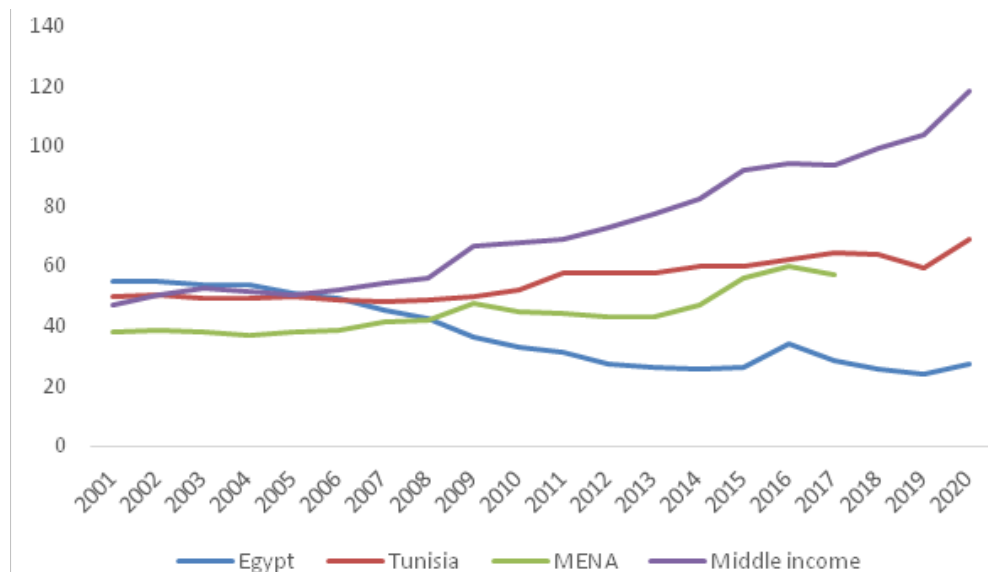


Note : Les chiffres sont calculés en moyenne sur la période 2001-2019.

Source : Calculs effectués par l'auteur à l'aide des indicateurs du développement mondial.

Cinquièmement, avec un climat d'investissement qui ne fournit pas assez d'incitations, le secteur privé ne peut pas être compétitif et se développer. Ceci est également accentué par la faiblesse des crédits alloués au secteur privé qui ont diminué en Égypte ou sont restés quasiment constants en Tunisie par rapport aux autres pays à revenu intermédiaire.

Figure 11 : Crédit domestique au secteur privé par les banques (% du PIB)



Source : Calculs de l'auteur à partir des indicateurs du développement mondial.

En résumé, tous ces facteurs expliquent pourquoi la productivité n'a pas augmenté en Égypte et en Tunisie. En fait, Krugman (1997) affirme que "la productivité n'est pas tout, mais, à long terme, elle est presque tout". En outre, Cusolito et Maloney (2018) affirment que l'augmentation de la croissance de la productivité mondiale est l'élément charnière d'une stratégie intégrée visant à générer des emplois - et de bons emplois - et à réduire la pauvreté. Ainsi, alors que la nature de la spécialisation et le cadre institutionnel de l'Égypte et de la Tunisie n'ont pas réussi à diversifier l'économie dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, il est impératif d'examiner quels secteurs peuvent générer plus d'emplois.

3. Quels secteurs peuvent générer plus d'emplois ?

Méthodologie

Afin d'identifier les secteurs susceptibles de modifier les tendances et les tendances susmentionnées, Ayouty (2022) et Amara et al. (2022) adoptent deux approches différentes.

Pour l'Égypte, Ayouty (2022), sur la base de l'Intrants extrants 2016-2017 de l'Égypte, l'analyse des intrants-extrants est utilisée pour calculer les multiplicateurs d'emploi et de production pour toutes les industries (agriculture, extraction et mines, fabrication et services). Alors que le multiplicateur de production mesure la production totale de toutes les industries nationales nécessaires pour produire une unité supplémentaire de production d'une certaine industrie ; il s'agit des effets directs et indirects combinés d'un changement dans la demande finale de l'industrie. De même, le multiplicateur d'emploi est une mesure de l'augmentation directe et indirecte de l'emploi dans l'ensemble de l'économie à la suite d'une augmentation d'une unité de la demande finale de l'industrie "j". Pour entreprendre une analyse spatiale afin d'évaluer si l'emploi total et l'emploi des jeunes sont spatialement dépendants, on utilise l'indice de Moran. Une telle dépendance impliquerait que les effets locaux sur l'emploi se répercutent sur les régions "voisines".

En Tunisie, Amara et al. (2022) combinent des analyses aux niveaux macro et micro pour identifier les principaux secteurs et entreprises qui présentent le plus grand potentiel d'augmentation de l'emploi. Au niveau macro, ils examinent le changement structurel qui a eu lieu en analysant la contribution sectorielle à l'emploi et à la valeur ajoutée. En outre, les élasticités de l'emploi à la production pour les principaux secteurs - agriculture, industrie et services - sont calculées. L'analyse micro ou au niveau des entreprises entre dans les détails du processus de réallocation en utilisant les microdonnées du Répertoire National des Entreprises (RNE) tunisien couvrant les deux dernières décennies. Enfin, des décompositions statiques et dynamiques de la croissance de la productivité (MacMillan et al., 2014) sont mises en œuvre afin d'identifier les sources de croissance (réallocation des parts de marché ou entre entreprises) et l'amélioration des performances des entreprises ou au sein des entreprises, globalement et par secteur).

Principaux résultats

Tout d'abord, en Égypte, le secteur manufacturier a les multiplicateurs d'emploi les plus élevés (allant de 4,30 à 1,90 en valeur), suivi par le secteur des services (allant de 2,66 à 1,44), et les industries primaires ont des valeurs de multiplicateur d'emploi de 1,37-1,45 (voir tableau 1). Cela montre à quel point il faut accorder plus d'attention au secteur manufacturier, notamment dans les sous-secteurs à forte intensité de main-d'œuvre.

Tableau 1 : Les industries égyptiennes classées par multiplicateur d'emploi, et statistique correspondante du multiplicateur de production et des effets sur l'emploi, 2016-2017

Industrie (code ISIC révision 4)	Multiplicateur d'emploi	Multiplicateur de production	Statistique des effets sur l'emploi
Agriculture, sylviculture et pêche (01-03)			
Production agricole et animale, pêche et aquaculture (01 et 03))	1.45	1.56	0.20
Industrie (Extraction et exploitation minière) (06-09)			
Extraction du pétrole brut (06)	1.43	1.08	0.04
Extraction de minerais métalliques (07-09)	1.37	1.40	0.17
Industrie (fabrication) (10-33)			
Produits alimentaires (10)	4.27	2.11	0.18
Métaux de base (24)	2.42	1.78	0.10
Véhicules et autres matériels de transport (29 & 30)	2.31	2.17	0.14
Produits en papier (17)	2.11	2.00	0.18
Produits minéraux non-métalliques (23)	2.03	1.92	0.18
Boissons (11)	2.02	1.70	0.16
Vêtements de travail (14)	2.01	1.49	0.15
Coke et pétrole raffiné (19)	1.91	1.69	0.07
Produits chimiques et dérivés (20)	1.86	1.73	0.15
Textiles (13)	1.83	2.16	0.35
Produits en caoutchouc et en plastique	1.82	1.94	0.16
Produits métalliques sauf machines (25)	1.76	1.68	0.10
Matériel électrique	1.75	2.10	0.18
Produits informatiques, électroniques et optiques (26)	1.67	2.17	0.19
Machines et équipements (28)	1.64	2.05	0.24
Produits pharmaceutiques (21)	1.51	1.88	0.22
Bois et liège, sauf meubles (16)	1.46	1.11	0.03
Produits du tabac (12)	1.42	1.57	0.21

suite page suivante

Tableau 1 Continué

Industrie (code ISIC révision 4)	Multiplicateur d'emploi	Multiplicateur de production	Statistique des effets sur l'emploi
Industrie (fabrication) (10-33)			
Imprimerie et reproduction (18)	1.26	1.09	0.05
Meubles (31)	1.18	1.34	0.23
Autres activités de fabrication et de réparation d'équipements (32 & 33)	1.01	1.03	0.11
Services (35-97)			
Immobilier (68)	2.66	1.23	0.43
Hôtels et restaurants (55 & 56)	1.66	1.57	0.15
Services administratifs et de soutien (77-82)	1.57	1.53	0.14
Communication (58-63)	1.47	1.44	0.25
Construction (41-43)	1.44	1.55	0.17
Services aux organisations de membres (94-96)	1.23	1.33	0.19
Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur (45-47)	1.19	1.20	0.11
Électricité et gaz (35)	1.16	1.75	0.42
Services professionnels (69-75)	1.16	1.28	0.17
Eau et assainissement (36-38)	1.15	1.62	0.56
Transport et stockage (49-53)	1.13	1.38	0.25
Santé et services sociaux (86-88)	1.11	1.46	0.50
Administration publique et défense (84)	1.10	1.31	0.24
Arts et loisirs (90-93)	1.08	1.22	0.56
Services financiers (64-66)	1.07	1.14	0.33
Enseignement (85)	1.02	1.10	0.75
Services domestiques (97)	1.00	1.00	0.57

Source : Ayouty (2022) sur la base des tableaux intrants-extrants 2016-2017 de l'Égypte..

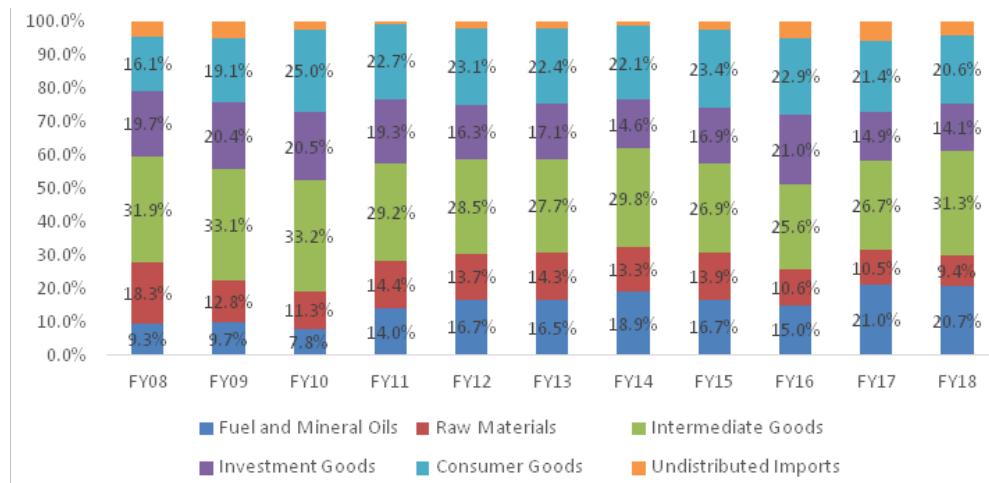
Pour examiner les dimensions commerciales et sociales de la création d'emplois, l'auteur classe les secteurs sur la base de trois critères, à savoir : si l'industrie a une valeur élevée de multiplicateur de production de 1,70 ou plus, une forte intensité d'emploi féminin de 10% ou plus, et une forte compétitivité avec un avantage comparatif révélé (RCA) de 1 ou plus. Le tableau 2 montre que les produits alimentaires et les vêtements ont un multiplicateur de production d'emploi élevé, sont à forte intensité d'emploi féminin et se caractérisent par un avantage comparatif. Les métaux de base, les véhicules à moteur et autres équipements de transport, les produits du papier et les produits minéraux non métalliques peuvent générer des emplois et présentent un avantage comparatif mais ne sont pas à forte intensité féminine. Ainsi, dans une perspective de genre, ils ne sont pas susceptibles de générer suffisamment d'emplois.

Tableau 2 : Classification des secteurs et création d'emplois

Multiplicateur de production élevé Forte intensité d'emploi féminin ACR élevé	Multiplicateur de production élevé ACR élevée	Multiplicateur de production élevé
<ul style="list-style-type: none"> - Produits alimentaires - Vêtements de travail 	<ul style="list-style-type: none"> - Métaux de base - Véhicules à moteur et autres équipements de transport - Produits en papier - Produits minéraux non-métalliques - Boissons 	<ul style="list-style-type: none"> - Coke et produits pétroliers raffinés - Agriculture - Extraction de pétrole brut et de minerais métalliques

Source : Calcul de l'auteur basé sur Ayouty (2022).

Au niveau régional, l'emploi total est concentré dans les régions du Grand Caire, du Delta, d'Alexandrie, du Canal de Suez et du Nord de la Haute-Égypte, dans l'ordre respectif. Les régions d'Asyout et du sud de la Haute-Égypte affichent un taux d'emploi total plus faible. Ainsi, le potentiel de développement des grappes d'entreprises : les industries à fort effet multiplicateur et les industries en amont de leurs chaînes de valeur sont, dans une large mesure, situées dans les gouvernorats voisins, ou dans des gouvernorats géographiquement proches. Cela impliquerait qu'elles pourraient être intégrées verticalement à travers les régions, renforçant ainsi les chaînes d'approvisionnement nationales. Du point de vue de la chaîne de valeur, l'utilisation de l'analyse des intrants-extrants permet de suivre les liens entre les industries, et donc d'identifier les industries en amont qui alimentent la production d'une industrie donnée. Ainsi, Ayouty (2022) affirme que le multiplicateur élevé et les industries en amont de leurs chaînes de valeur sont situés dans des gouvernorats voisins, ce qui augmente la probabilité de leur intégration verticale et donc de développer des chaînes de valeur nationales. Par exemple, alors que les produits alimentaires sont principalement situés à Giza, au Caire, à Alexandrie, à Kalyoubia et à Suez, les principales industries en amont (situées à) sont les suivantes : production agricole et animale (Dakahlia, Beheira, Gharbia et Suez) ; produits alimentaires (mêmes endroits) ; coke et pétrole raffiné (Alexandrie, Asyout, Le Caire, Kalyoubia et Suez) ; machines et équipements (Giza, Menoufia, Le Caire et Kalyoubia). Cependant, il est important de noter que la production et les exportations de l'Égypte dépendent fortement des intrants importés, étant donné qu'environ 70 % des importations égyptiennes sont concentrées dans les biens d'investissement, les matières premières et les intrants intermédiaires (voir figure 12). Des efforts supplémentaires sont donc nécessaires pour accroître la dépendance des différentes industries vis-à-vis des intrants nationaux.

Figure 12 : Importations égyptiennes (par secteur)

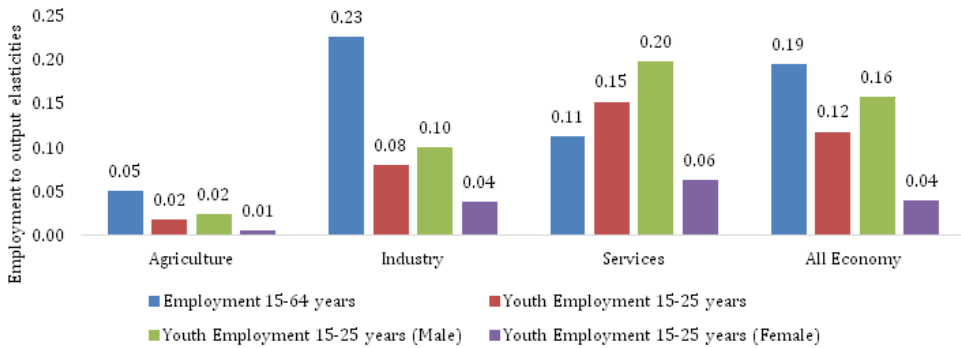
Source : Banque centrale de l'Égypte.

<https://www.cbe.org.eg/en/EconomicResearch/Statistics/Pages/TimeSeries.aspx>

Lorsque la dimension des compétences est prise en considération, la plus grande partie de l'emploi total et de l'emploi des jeunes tend donc vers les compétences inférieures, ce qui indique que les compétences de la main-d'œuvre du côté de l'offre peuvent être un frein à un plus grand nombre d'emplois : en moyenne pour tous les gouvernorats, près de 62% de l'emploi des jeunes est dû aux artisans et aux ouvriers des métiers connexes, aux professions libérales, aux ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, aux conducteurs d'installations et de machines et aux assembleurs.

Comme pour la Tunisie, globalement, une augmentation de 1% de la valeur ajoutée s'accompagne d'une augmentation plus faible de 0,19% de l'emploi pour la population âgée de 15 à 64 ans (voir Figure 13). La même augmentation de la production ne génère qu'une augmentation de 0,11% de l'emploi pour les jeunes de 15-25 ans avec un écart important entre les deux sexes (0,16% pour les hommes contre seulement une augmentation de 0,04% pour les femmes). Au niveau sectoriel, comme en Égypte, le secteur manufacturier est celui qui est susceptible de générer le plus d'emplois. Par ailleurs, le secteur des services génère moins d'emplois par rapport à sa contribution à la croissance de la valeur ajoutée totale.

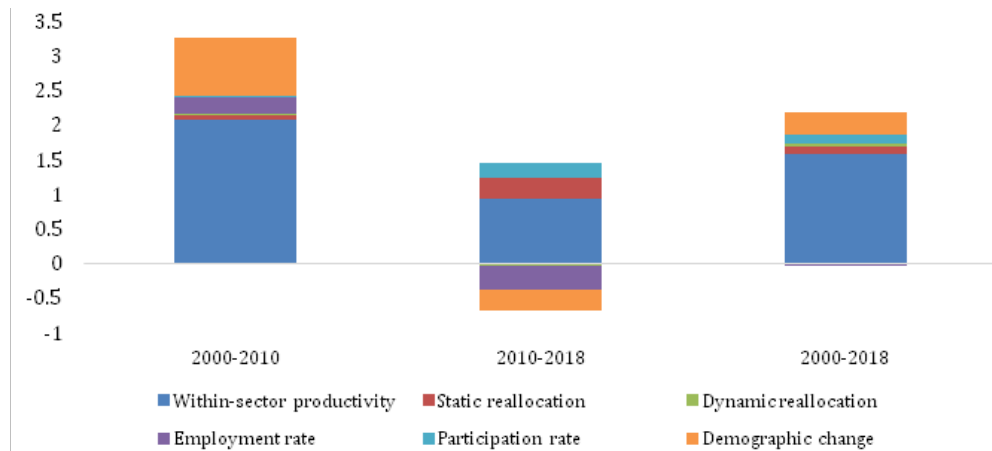
Figure 13 : Elasticités de l'emploi par secteur



Source : Amara et al. (2022).

La décomposition statique par période (2000-2010 et 2011-2020) montre que : si les taux de croissance annuels moyens de la productivité globale avant et après 2011 sont très proches, ceux de la partie interne sont très différents. En effet, sur la décennie précédant la révolution (2000-2010), la croissance de la valeur ajoutée par habitant a été tirée par l'augmentation de la productivité (67%) et par l'évolution démographique (26%). Les contributions des taux d'emploi et d'activité restent relativement faibles, autour de 7 % et 1 %, respectivement. La période après 2011 est caractérisée par une faible croissance de la valeur ajoutée par habitant (0,76% par an), expliquée par la contribution négative de l'emploi (-47%) et du changement démographique (-40%). Ce résultat implique que la croissance sur la période 2011-2018 n'a pas été accompagnée d'une création suffisante d'emplois.

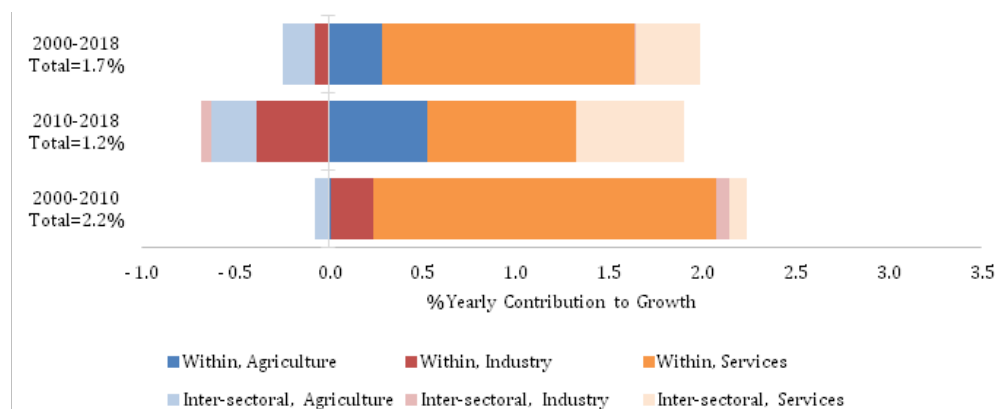
Figure 14 : Décomposition de la croissance en valeur ajoutée par habitant



Source : Amara et al. (2022).

Au niveau sectoriel, la croissance du PIB par habitant de la Tunisie entre 2000 et 2018 est principalement due à la croissance de la productivité au sein des secteurs (représentant 90% de la productivité totale). Cette contribution provient principalement du secteur des services et du secteur agricole, avec une contribution légèrement négative du secteur de l'industrie. L'effet global des changements de structure intersectoriels du capital et du travail (réallocation) ne représente que 10% de la variation totale de la productivité. De plus, à un niveau plus détaillé, la période pré-révolution 2000-2010 montre une augmentation générale de la contribution de la composante intra-entreprise à la productivité globale dans : les industries chimiques (2,47%), la construction en céramique et en verre (2,00%), la mécanique et l'électricité (1,24%), et l'agroalimentaire (1,03%). Pour la période post-révolution (2011-2020), la croissance annuelle négative de la composante intra-entreprise suggère une détérioration de l'efficacité allocative pour tous les secteurs (à l'exception du secteur du textile et de l'habillement).

Figure 15 : Décomposition des changements de productivité : Contribution annuelle à la croissance de la valeur ajoutée par habitant par le secteur principal



Source : Amara et al. (2022).

La décomposition dynamique montre que la Tunisie a connu une croissance positive de la productivité du travail au cours des deux périodes 2006-2010 et 2016-2019 (5,4% et 0,7%, respectivement) ; tandis que les deux sous-périodes 2000-2005 et 2011-2015 (la période de 5 ans suivant la révolution de 2011) ont connu une croissance négative de la productivité du travail. Le secteur agroalimentaire affiche une croissance positive de la productivité du travail sur toutes les sous-périodes avec une tendance à la baisse. La productivité du travail dans les trois secteurs de la chimie, de la céramique et du verre, et de la mécanique et de l'électricité présente des taux de croissance négatifs dans la première sous-période après la révolution. Le secteur du textile et de l'habillement a connu une reprise de la productivité après la révolution, passant d'un taux de 0,3% durant la période 2011-2015 à 2,2% pour la période entre 2016 et 2019. Enfin, le secteur des services génère plus d'emplois pour les jeunes, tandis que le secteur manufacturier génère plus d'emplois pour l'ensemble de la population. Ainsi, l'amélioration des liens entre les services et la fabrication (fabrication intelligente, technologies de l'information et processus numériques) peut être bénéfique pour la création d'emplois.

4. Conclusion et perspectives d'avenir

Étant donné que la nécessité d'intégrer la gestion macroéconomique et les objectifs en matière d'emploi est largement reconnue, l'objectif de ce papier est double. Premièrement, il présente les problèmes structurels de l'Égypte et de la Tunisie liés à la croissance et à l'emploi, et explique pourquoi la croissance a été sans emploi. Deuxièmement, il tente d'analyser quels secteurs peuvent générer plus d'emplois. En s'appuyant sur un modèle intrants/extrants pour le cas de l'Égypte (Ayouty, 2022) et un exercice de décomposition de la productivité pour le cas de la Tunisie (Amara et al., 2022). Les principaux résultats montrent que le secteur manufacturier a un grand potentiel pour générer plus d'emplois en Égypte et en Tunisie, en particulier dans un contexte où les deux pays ont connu une désindustrialisation précoce et une forte dépendance aux services.

D'un point de vue politique, si ces deux économies se sont davantage concentrées sur des politiques de stabilisation, des réformes plus profondes sont nécessaires pour rendre le secteur industriel plus compétitif. Ces politiques peuvent être classées en quatre grands groupes.

Premièrement, au niveau institutionnel, comme l'ont souligné Karam et Zaki (2019), l'amélioration de la qualité des institutions (notamment économiques) est indispensable pour modifier le modèle de spécialisation de l'Égypte et de la Tunisie. En effet, des institutions déficientes augmentent la probabilité d'une spécialisation dans les produits traditionnels (pétrole et autres produits) qui sont moins sensibles à l'exécution des contrats ou aux droits de propriété. Par conséquent, pour augmenter les exportations et modifier leur structure, l'amélioration du climat d'investissement (mesuré par le temps nécessaire pour créer une entreprise, le temps nécessaire pour faire respecter les contrats, les droits de propriété et l'efficacité des lois sur la concurrence) est une nécessité.

Deuxièmement, au niveau externe, la plupart des IDE en Égypte et en Tunisie ont été principalement alloués soit dans les industries primaires ou extractives avec une valeur ajoutée limitée, qui sont à forte intensité de capital et qui sont associées à un transfert technologique limité ainsi qu'à la création d'emplois. L'augmentation des investissements directs étrangers dans le secteur manufacturier est nécessaire. En outre, la modernisation et l'industrialisation du secteur agricole ainsi que l'industrialisation des zones rurales et le soutien des technologies à forte intensité d'emploi restent nécessaires pour la création d'emplois décents et productifs. De plus,

l'augmentation des IDE dans le secteur manufacturier aidera les petites et moyennes entreprises (qui sont capables de générer des emplois à court terme) à s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales et nationales à travers des grappes (Dovis & Zaki, 2020), comme cela a été souligné par Ayouty (2022) dans le cas égyptien.

Troisièmement, au niveau du capital humain, l'amélioration des compétences des salariés est une nécessité, étant donné que le secteur manufacturier dépend fortement d'eux mais qu'ils ne disposent pas des compétences appropriées (Aboushady & Zaki, 2021). Cela est particulièrement nécessaire dans un contexte de concurrence accrue sur les marchés internationaux qui augmente la demande de travailleurs qualifiés (en référence à ce que l'on appelle le changement technologique lié aux compétences) par rapport aux travailleurs non qualifiés. En outre, cela est encore plus important pour le secteur manufacturier qui devient plus intensif en haute technologie (Amara et al., 2022). Il est donc important de prendre des mesures sérieuses pour améliorer la qualité de la formation professionnelle visant à améliorer les compétences des ouvriers.

Quatrièmement, l'une des raisons qui affectent la compétitivité du secteur manufacturier est la protection et la réglementation des services, étant donné la « servicification » de ce secteur. En effet, le coût et la qualité des intrants (y compris les intrants de services) influent sur la performance des entreprises. Ainsi, la libéralisation du commerce des services augmente la compétitivité des secteurs de services locaux, et contribue donc à attirer les entreprises étrangères en Égypte et en Tunisie et à augmenter les retombées technologiques (Karam & Zaki, 2020).

Enfin, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour développer une stratégie industrielle et d'exportation claire en Égypte et en Tunisie. Cela nécessitera une plus grande coordination entre les priorités industrielles et les développements de la politique commerciale. Pour renforcer cette coordination, une nouvelle stratégie d'exportation est nécessaire, dans laquelle les facteurs liés à l'offre, qui tiennent compte de la compétitivité du pays, doivent être combinés avec les facteurs liés à la demande (mesurés par les taux de croissance mondiaux des importations).

Références

- Aboushady, N. and C. Zaki. 2021. “Do exports and innovation matter for the demand of skilled labor?” *International Review of Applied Economics*, 35(1): 25–44.
- Amara, M., F. Zidi and H. Jeddi. 2022. “Structural change, productivity and jobs creation: Evidence from Tunisia”. AERC (Forthcoming).
- Assaad R. and Marouani, M.A. 2021. “*Regional Report on Jobs and Growth in North Africa 2020*”. Geneva: International Labour Office and Economic Research Forum.
- Ayouty, I. 2022. “Identifying activities for greater employment generation in Egypt: An input-output analysis”. AERC (Forthcoming).
- Caballero, R.J. and M.L. Hammour. 1998. “Jobless growth: Appropriability, factor substitution, and unemployment”. *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy*, 48: 51–94.
- Cusolito, A.P. and W.F. Maloney. 2018. *Productivity Revisited: Shifting Paradigms in Analysis and Policy*. Washington, D.C.: World Bank Publications.
- David, A. and C.J. Nordman. 2014. “Skill mismatch and return migration in Egypt and Tunisia”. DIAL Working Paper No. DT/2014–05.
- Dovis, M. and C. Zaki. 2020. “Global value chains and local business environments: Which factors do really matter in developing countries?” *Review of Industrial Organization*, 57: 481–513.
- El-Hamidi, F. (2009) “Education-Occupation Mismatch and the Effect on Wage on Egyptian Workers”, ERF Working Paper No. 474, Economic Research Forum, Cairo, Egypt.
- Haq, T., and C. Zaki. 2015. “Macroeconomic policy for employment creation in Egypt: Past experience and future prospects”. Employment and Labour Market Policies Branch Employment Working Paper No. 196. International Labour Organization, Geneva.
- Karam, F. and C. Zaki. 2019. “Why can't MENA countries trade more? The curse of bad institutions”. *Quarterly Review of Economics and Finance*, 73: 56–77.
- Karam, F. and C. Zaki. 2020. “A new dawn for MENA firms: Service trade liberalization for more competitive exports”. *Applied Economics*, 52(1): 19–35.
- Krugman, P.R. 1997. *The Age of Diminished Expectations: US Economic Policy in the 1990s*. Cambridge, MA: The MIT press.
- McMillan, M., D. Rodrick and I. Verduzco-Gallo. 2014. “Globalization, structural change, and productivity growth, with an update on Africa”. *World Development*, 63: 11–32.
- Zaki, C. 2020. “Reforms in North African countries: From change to continuity”. In *Africa Report: Transformations, Mobilization and Continuity*, coordinated by Itxaso Domínguez de Olazábal and Elsa Aimé González, Fundación Alternativas (English and Spanish).



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org